

Contribuer à une économie dynamique et innovante



Alexandre Sieber

Premier vice-président, Services financiers
aux entreprises et stratégies clients

Marie-Josée Lapierre

Vice-présidente, Affaires juridiques
et secrétaire de la Société

Plus nous accompagnons de projets porteurs, mieux Investissement Québec joue son rôle d'accélérateur du développement économique.

Alexandre Sieber

Plus nous accompagnons de projets porteurs, mieux Investissement Québec joue son rôle d'accélérateur du développement économique; 2017-2018 a été une année de succès dans nos interventions et d'amélioration de nos méthodes.

Nous avons créé de nouvelles directions régionales affectées à certaines régions du Québec pour assurer une meilleure couverture du territoire; nous sommes actuellement dans une démarche de refonte complète des processus de financement pour accélérer les interventions. Nous avons ainsi renforcé notre présence dans les marchés locaux. Ce leadership stimule la confiance et la proximité avec nos clients nous permettant de repérer plus de bons projets qui deviendront réalité.

Du côté des comptes majeurs, nous avons peaufiné le positionnement de nos équipes dans le marché. Notre objectif est d'être incontournable pour des projets d'envergure grâce à la qualité de notre expertise, la variété de nos solutions et notre capacité d'investir à long terme.

Nous avons aussi révisé nos approches stratégiques en matière de capital de risque et de fonds d'investissement. Par ces leviers, Investissement Québec s'affirme comme un catalyseur de croissance, en soutenant des entreprises à fort potentiel et en contribuant au développement d'un écosystème financier local fort et engagé envers les entrepreneurs d'ici.

Marie-Josée Lapierre

Dès mon arrivée en janvier 2018, j'ai constaté une multitude de chantiers en cours à la vice-présidence, Affaires juridiques et secrétariat. Suite au rapport du Vérificateur général du Québec et à l'une de ses recommandations, nous avons mis sur pied la Direction principale du bureau de la conformité, de l'ombudsman et de la gouvernance afin de clarifier la gouvernance, notamment quant à la distinction des interventions faites au sein de la Société par le biais de ses fonds propres et ceux du Fonds du développement économique. Nous avons aussi implanté la Politique relative au fonctionnement des relations entre les employés d'Investissement Québec, son conseil d'administration, les élus et les membres de la fonction publique laquelle clarifie les processus et l'imputabilité.

Cette année fut une année record de déploiement de capitaux. L'équipe des affaires juridiques a appuyé les équipes de terrain dans la réalisation de ces nombreuses transactions, dans des domaines aussi variés que le manufacturier, les plateformes numériques, les ressources naturelles ou les sciences de la vie.

Notre équipe a aussi participé aux travaux du Bureau de la transformation pour le développement de solutions afin d'atteindre l'objectif de réduction des délais et simplification des processus liés au financement.

Cette année fut une année record de déploiement de capitaux.

Stimuler la croissance des entreprises dans toutes les régions

Investissement Québec joue un rôle clé dans le développement économique du Québec, l'un des trois volets du développement durable. Elle soutient les entreprises, les coopératives et les autres entreprises d'économie sociale à tous les stades de leur croissance grâce à des solutions d'affaires qui répondent à leurs besoins.

Leader du capital de risque au Québec, la Société investit également dans des projets novateurs et porteurs d'avenir, directement ou indirectement, par l'entremise de fonds spécialisés.

Investissement Québec est un partenaire privilégié pour les entreprises du Québec en raison de sa tolérance au risque financier, de sa patience et de ses vues à long terme. Elle joue un rôle moteur dans l'économie en soutenant des entreprises qui, à leur tour, créent des emplois au Québec. Par l'entremise de ses 17 bureaux au Québec, elle favorise l'essor d'entreprises locales, nationales et internationales de toute taille, à tous les stades de leur croissance et dans toutes les régions du Québec.

Elle offre aux entreprises une gamme complète de solutions financières pour soutenir l'achat d'immobilisations, augmenter leur fonds de roulement, percer de nouveaux marchés, assurer leur transfert vers la relève, développer des produits innovants, augmenter leur productivité ou adopter des processus de production moins énergivores et plus propres.

Résultats globaux des activités de financement des fonds propres d'Investissement Québec

Investissement Québec a autorisé 1 456 financements d'une valeur de 1,1 milliard de dollars à même ses fonds propres au cours de l'exercice. Ces interventions permettront d'appuyer des projets de 5,4 milliards de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de 9 350 emplois, selon la planification fournie par les entreprises. Ces résultats comprennent les activités du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises ainsi que les activités de Ressources Québec inc.

De ce montant, Investissement Québec a autorisé 86,0 millions de dollars en capital de risque, soit 59,7 millions de dollars dans des fonds d'investissement à titre de partenaire financier et 26,3 millions de dollars directement dans des entreprises.

En 2017-2018, la Société a d'ailleurs soutenu des projets totalisant 28,9 millions de dollars pour favoriser le maintien de la propriété québécoise, de 95,8 millions de dollars pour l'acquisition d'entreprises stratégiques et de 161,4 millions de dollars pour soutenir la relève entrepreneuriale.

RÉSULTATS GLOBAUX DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DES FONDS PROPRES D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ⁽¹⁾			
	2017-2018	2016-2017	2015-2016
Financement autorisé			
Nombre d'interventions financières	1 456	1 246	1 117
Valeur des interventions financières	1 130 M\$	958 M\$	1 004 M\$
Valeur déclarée des projets ⁽²⁾	5 414 M\$	3 977 M\$	4 696 M\$
Nombre d'emplois créés ou sauvegardés ⁽²⁾	9 350	7 015	6 009

(1) Ces résultats comprennent les activités du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises ainsi que les activités de Ressources Québec inc.

(2) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

Le tableau des principaux investissements et financements de la Société est présenté dans la section Renseignements supplémentaires.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises vise à favoriser le développement économique du Québec en permettant l'octroi d'une aide non remboursable aux entreprises réalisant un projet d'investissement.

À l'égard de ce programme, Investissement Québec gère, par l'entremise de sa filiale IQ Immigrants Investisseurs inc., les placements provenant des immigrants investisseurs sélectionnés par le gouvernement du Québec. Les revenus de ces placements permettent à la Société d'appuyer des projets de PME québécoises sans recourir aux fonds du gouvernement.

Investissement Québec effectue également l'analyse financière des dossiers des immigrants investisseurs potentiels et gère le programme d'accueil et d'accompagnement des immigrants d'affaires en vertu d'une entente conclue avec le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).

Au cours de l'exercice 2017-2018, Investissement Québec a autorisé 451 interventions financières d'une valeur de 65,4 millions de dollars dans le cadre de ce programme. Ces interventions permettront de soutenir des projets de 749,7 millions de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de 3 226 emplois, selon la planification fournie par les entreprises. Ces résultats sont compris dans les résultats globaux des activités de financement des fonds propres de la Société.

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ⁽¹⁾			
	2017-2018	2016-2017	2015-2016
Financement autorisé			
Nombre d'interventions financières	451	300	273
Valeur des interventions financières	65 M\$	42 M\$	38 M\$
Valeur déclarée des projets ⁽²⁾	750 M\$	578 M\$	596 M\$
Nombre d'emplois créés ou sauvegardés ⁽²⁾	3 226	2 358	2 112

(1) Ces résultats sont inclus dans les résultats globaux des activités de financement des fonds propres d'Investissement Québec.

(2) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

Ressources Québec inc.

Ressources Québec inc., filiale d'Investissement Québec spécialisée dans les secteurs des mines et des hydrocarbures, accompagne les entreprises tout au long de leurs projets, soit durant les phases d'exploration, d'exploitation et de transformation des ressources, grâce à sa gamme complète de solutions financières.

Au cours de l'exercice 2017-2018, Ressources Québec inc. a autorisé six interventions financières d'une valeur de 157,3 millions de dollars, en excluant les dossiers traités pour le compte du fonds CMH. Ces interventions, incluses dans les résultats globaux de la Société, ont permis de soutenir des projets évalués à 1,0 milliard de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de 484 emplois, selon la planification fournie par les entreprises. Ces résultats comprennent les activités d'exploration de SOQUEM inc., filiale de Ressources Québec inc.

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE RESSOURCES QUÉBEC INC. ⁽¹⁾			
	2017-2018	2016-2017	2015-2016
Financement autorisé			
Nombre d'interventions financières	6	4	6
Valeur des interventions financières	157 M\$	73 M\$	216 M\$
Valeur déclarée des projets ⁽²⁾	1 043 M\$	721 M\$	240 M\$
Nombre d'emplois créés ou sauvegardés ⁽²⁾	484	1	60

(1) Ces résultats sont inclus dans les résultats globaux des activités de financement des fonds propres d'Investissement Québec.

(2) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

Le tableau des principaux investissements et financements de cette filiale est présenté dans la section Renseignements supplémentaires.

Résultats par type d'intervention financière

Afin de soutenir les entreprises dans leur développement, la Société dispose de différentes solutions financières qui s'adaptent à la nature de leur projet.

Les prêts, qui constituent le véhicule financier le plus fréquemment utilisé par la Société en 2017-2018, représentent 74 % de la valeur du financement autorisé, tandis que les garanties représentent 10 %. Ces interventions ont principalement permis d'appuyer des PME ainsi que des coopératives et des entreprises d'économie sociale.

Les financements par capitaux propres, qui s'élèvent à 59,1 millions de dollars, sont principalement destinés aux moyennes et aux grandes entreprises.

Pour leur part, les contributions financières non remboursables autorisées par la Société sont attribuables au Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises.

La valeur relative aux fonds de capital de risque, de 59,7 millions de dollars, représente les nouveaux engagements de la Société dans la capitalisation de fonds.

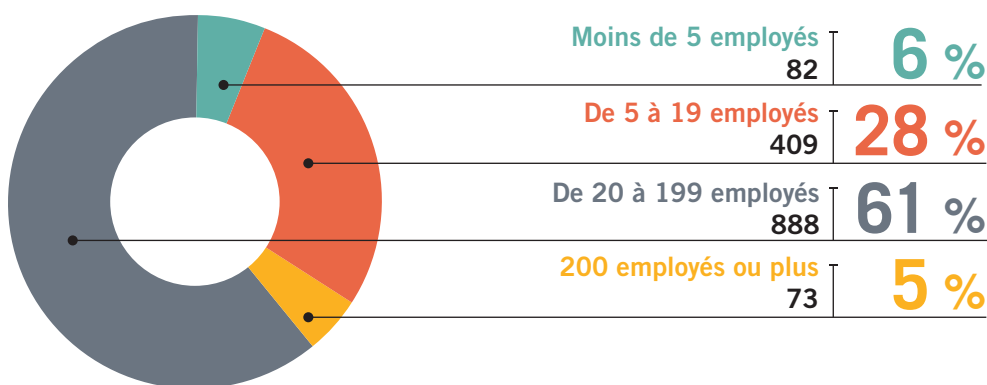
FINANCEMENT AUTORISÉ PAR TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE, 2017-2018		
TYPE D'INTERVENTION FINANCIÈRE	Valeur (M\$)	(%)
Prêt	836,7	74,0
Garantie de prêt	61,4	5,4
Garantie d'engagement financier	48,0	4,3
Capitaux propres ⁽¹⁾	59,1	5,2
Contribution financière non remboursable	65,3	5,8
Fonds de capital de risque	59,7	5,3
TOTAL	1 130,2	100,0

(1) Actions ordinaires et privilégiées.

Résultats par taille d'entreprise

Investissement Québec soutient principalement les PME. D'ailleurs, 95 % de ses interventions financières ont été accordées à des entreprises ayant moins de 200 employés et 28 % à des petites entreprises de 5 à 19 employés.

NOMBRE D'INTERVENTIONS FINANCIÈRES PAR TAILLE D'ENTREPRISE, 2017-2018 ⁽¹⁾



(1) Ce graphique exclut les interventions sous forme de fonds de capital de risque.

Résultats par région administrative

La répartition régionale du financement accordé aux entreprises est tributaire de l'activité économique au Québec. Les régions urbaines¹⁰, dont le poids représente 52 % du PIB québécois¹¹, ont recueilli 34 % des interventions financières autorisées. Les régions manufacturières¹² et ressources¹³, qui représentent respectivement 40 % et 8 % du PIB québécois, ont pour leur part bénéficié de 58 % et de 8 % des interventions de la Société. Au total, 35 % des interventions financières ont été autorisées dans des régions où le taux de chômage est plus élevé que la moyenne québécoise¹⁴.

FINANCEMENT AUTORISÉ PAR RÉGION ADMINISTRATIVE, 2017-2018				
RÉGION ADMINISTRATIVE	INTERVENTIONS FINANCIÈRES		CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
	Nombre	Valeur (M\$)	Valeur des projets (M\$) ⁽¹⁾	Emplois créés ou sauvegardés ⁽¹⁾
01 – Bas-Saint-Laurent	41	14,5	76,7	132
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	83	27,9	124,8	285
03 – Capitale-Nationale	120	123,0	721,2	1 171
04 – Mauricie	45	19,6	83,5	200
05 – Estrie	87	61,8	197,7	400
06 – Montréal	293	262,1	2 091,4	2 630
07 – Outaouais	39	16,3	102,0	143
08 – Abitibi-Témiscamingue	25	66,4	102,5	178
09 – Côte-Nord	8	23,8	375,4	501
10 – Nord-du-Québec	3	65,3	73,3	8
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	38	22,4	71,2	239
12 – Chaudière-Appalaches	169	122,3	560,8	1 001
13 – Laval	40	18,8	59,4	236
14 – Lanaudière	66	28,6	97,0	303
15 – Laurentides	60	30,7	107,7	338
16 – Montérégie	244	124,3	436,6	1 328
17 – Centre-du-Québec	91	42,7	132,7	257
Fonds de capital de risque ⁽²⁾	4	59,7	n.d.	n.d.
TOTAL	1 456	1 130,2	5 413,9	9 350

(1) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

(2) Cette information n'est pas disponible par région administrative.

10 Les régions urbaines regroupent la Capitale-Nationale, Montréal, l'Outaouais et Laval.

11 Source : *Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par région administrative, Québec, 2007-2015*, ISQ, 13 juillet 2017.

12 Les régions manufacturières comprennent le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Estrie, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie et le Centre-du-Québec.

13 Les régions ressources réunissent le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

14 Les régions administratives où le taux de chômage est plus élevé que la moyenne québécoise sont les suivantes : Saguenay–Lac-Saint-Jean, Montréal, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Laval et Laurentides. Source : *Taux de chômage, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2007-2017*, ISQ, 17 janvier 2018.

Résultats par secteur d'activité économique

En 2017-2018, 42 % de la valeur du financement autorisé par Investissement Québec a été accordée à des entreprises du secteur secondaire, principalement pour soutenir des projets dans les secteurs des métaux de première transformation et produits métalliques, de la machinerie, de l'alimentation et boissons ainsi que dans le secteur des produits du bois et meubles. Les secteurs primaire et tertiaire ont obtenu respectivement 14 % et 38 % de la valeur du financement autorisé par la Société.

FINANCEMENT AUTORISÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, 2017-2018				
SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	INTERVENTIONS FINANCIÈRES		CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
	Nombre	Valeur (M\$)	Valeur des projets (M\$) ⁽¹⁾	Emplois créés ou sauvegardés ⁽¹⁾
PRIMAIRE				
Agriculture et pêche	7	1,5	26,9	136
Foresterie	9	4,8	12,2	5
Mines	6	152,5	1 020,0	484
TOTAL PARTIEL	22	158,8	1 059,1	625
SECONDAIRE				
Construction	46	20,6	49,9	45
Alimentation et boissons	114	57,4	246,7	834
Caoutchouc et plastique	49	27,7	93,6	305
Vêtements, textile et cuir	34	21,9	62,0	303
Produits du bois et meubles	119	57,0	212,7	534
Papier et imprimeries	35	11,4	45,7	115
Métaux de première transformation et produits métalliques	173	122,4	775,1	841
Machinerie	121	58,0	187,1	760
Matériel de transport	35	17,9	57,6	329
Produits électriques et électroniques	61	28,6	125,4	480
Produits minéraux non métalliques	20	9,8	37,9	122
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	44	21,4	86,4	238
Industries manufacturières diverses	52	23,0	92,3	447
TOTAL PARTIEL	903	477,1	2 072,4	5 353
TERTIAIRE				
Services professionnels, scientifiques et techniques	47	16,8	58,4	150
Conception de systèmes informatiques et services connexes et édition de logiciels	149	122,8	705,0	1 380
Recyclage, gestion des déchets et services environnementaux	23	10,4	27,7	120
Commerce de gros et de détail et transport	124	155,3	803,3	222
Soins de santé et services sociaux	14	2,6	10,8	124
Hébergement et services de restauration	31	12,0	186,0	479
Services divers	139	114,7	491,2	897
TOTAL PARTIEL	527	434,6	2 282,4	3 372
Fonds de capital de risque ⁽²⁾	4	59,7	n.d.	n.d.
TOTAL GLOBAL	1 456	1 130,2	5 413,9	9 350

(1) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

(2) Cette information n'est pas disponible par secteur d'activité économique.

Résultats de l'investissement en capital de risque

Le capital de risque tient une place importante à Investissement Québec puisqu'il contribue directement à l'innovation de même qu'au démarrage et à la croissance de jeunes entreprises. À titre de partenaire financier, la Société compte, dans son portefeuille, 62 fonds d'investissement sous gestion actifs. La capitalisation totale de ces fonds s'élève à 4,8 milliards de dollars et la participation d'Investissement Québec s'établit à 771,5 millions de dollars, soit 16 % de la capitalisation totale.

La Société prend par ailleurs des participations directes dans des entreprises prometteuses, principalement au stade du postdémarrage. Au cours de l'exercice, elle a autorisé 86,0 millions de dollars en capital de risque, soit 59,7 millions de dollars dans des fonds d'investissement à titre de partenaire financier et 26,3 millions de dollars directement dans des entreprises.

Le tableau des principaux investissements et financements de la Société, présenté dans la section Renseignements supplémentaires, comprend des investissements directs en capital de risque.

Fonds d'investissement

Investissement Québec participe, à titre de commanditaire, à plusieurs fonds qui investissent à leur tour dans des entreprises ou dans d'autres fonds.

PRINCIPAUX FONDS D'INVESTISSEMENT, AU 31 MARS 2018 ⁽¹⁾				
NOM	DESCRIPTION	CAPITALISATION TOTALE	PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ ⁽²⁾	
		(M\$)	(M\$)	(%)
Teralys Capital	Finance des fonds privés de capital de risque dont l'objet est d'investir dans les technologies de l'information, les sciences de la vie et les technologies propres. La Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ y participent également.	600,0	200,0	33,3
Novacap TMT V	Effectue des investissements en capitaux propres et en quasi-capitaux propres dans des entreprises des secteurs des télécommunications, des médias et des technologies en Amérique du Nord, tout en assurant une présence notable au Québec.	466,2	35,0	7,5
Novacap Industries IV	Investit dans des sociétés de taille moyenne dans les secteurs industriel et manufacturier ainsi que dans les services, la distribution et les plateformes de vente au détail.	457,0	35,0	7,7
Novacap TMT IV	Vise des investissements en capitaux propres et en quasi-capitaux propres dans des entreprises des secteurs des télécommunications, des médias et des technologies en Amérique du Nord, tout en assurant une présence notable au Québec.	335,2	35,0	10,4
iNovia 2015	Appuie les jeunes entreprises québécoises du secteur des technologies de l'information.	170,4	15,0	8,8
PCP II	Investit dans des entreprises ayant un potentiel de forte croissance dans le domaine des services de santé. Les entreprises visées sont au stade de la croissance et de la commercialisation.	155,8	15,0	9,6
CTI Sciences de la Vie II	Réalise des investissements dans des entreprises émergentes prometteuses du domaine des sciences de la vie, qui sont au stade de développement préclinique ou clinique.	144,5	10,0	6,9
Fonds d'amorçage	Favorise l'émergence, par ses fonds Réal, AmorChem et Cycle-C3E, de nouvelles sociétés au Québec dans les secteurs des technologies de l'information, des sciences de la vie et des technologies propres.	130,4	49,5	38,0
Lumira Capital IV	Réalise des investissements dans des entreprises prometteuses du domaine des sciences de la vie, qui sont principalement au stade des tests cliniques.	126,1	10,0	7,9
Fonds d'investissement Réal 17	Investit dans de jeunes entreprises présentant un fort potentiel et œuvrant dans le secteur des technologies de l'information et des communications.	102,2	10,0	9,8
Fonds Angés Québec Capital	Effectue des investissements, en s'alliant à des investisseurs providentiels du Réseau Angés Québec qui possèdent l'expertise en investissement et l'expérience entrepreneuriale et sectorielle, dans des entreprises actives principalement dans les secteurs des technologies de l'information et des technologies industrielles qui sont aux stades de la preuve de concept, de l'amorçage et du démarrage.	85,8	35,0	40,8

PRINCIPAUX FONDS D'INVESTISSEMENT, AU 31 MARS 2018 ⁽¹⁾				
NOM	DESCRIPTION	CAPITALISATION TOTALE	PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ ⁽²⁾	
		(M\$)	(M\$)	(%)
Fonds Cycle Capital I	Investit dans des entreprises qui développent et commercialisent des technologies propres et des projets d'énergies renouvelables contribuant à la réduction des gaz à effet de serre (GES), à l'optimisation des ressources et à la réduction des impacts sur l'ensemble du cycle de vie.	80,4	25,0	31,1
XPND Croissance	Soutient la croissance d'entreprises québécoises exceptionnelles.	75,4	15,0	19,9
White Star Capital II	Investit dans des jeunes entreprises du secteur des technologies de l'information et des communications de chaque côté de l'Atlantique, tout en assurant une présence notable au Québec.	49,6	9,7	20,3
Panache Ventures	Vise des investissements dans des jeunes entreprises du secteur des technologies de l'information et des communications au Canada, tout en assurant une présence notable au Québec.	25,4	5,0	19,7
iNovia III Fonds Parallèle	Appuie les jeunes entreprises québécoises du secteur des technologies de l'information en consolidant la position d'iNovia 2011 dans des entreprises de son portefeuille.	23,8	4,6	19,3
ACET Capital	Vise des investissements en capitaux propres et en quasi-capitaux propres dans des entreprises technologiques basées au Québec.	4,5	1,0	22,4

(1) Ce tableau regroupe les principaux fonds d'investissement actifs du portefeuille d'Investissement Québec.

(2) La participation de la Société représente un montant d'investissement autorisé.

FIER

Créé en 2004, le Fonds d'intervention économique régional (FIER) visait à fournir aux entreprises une source de capital dans leurs premières phases de développement. Il visait également à soutenir la création de fonds sectoriels, de fonds de démarrage et de fonds d'amorçage, principalement en région. Il comprend trois volets : les FIER-Régions, les Fonds-Soutien et FIER Partenaires, s.e.c.

À l'origine, Investissement Québec avait été mandatée par le gouvernement pour accréditer les FIER-Régions et les Fonds-Soutien et pour offrir une saine reddition de comptes. Étant donné que la majorité de ces fonds a été constituée au cours des années 2000, la période allouée aux nouveaux investissements est terminée ou tire à sa fin dans la plupart des cas. D'ailleurs, neuf FIER-Régions et dix Fonds-Soutien sont maintenant dissous.

ÉTAT DE SITUATION DU FIER							
	Au 31 mars 2018			INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR LES FONDS ⁽¹⁾			
	Nombre de fonds constitués	Capitalisation totale (M\$) ⁽²⁾	Montant total décaissé (M\$) ⁽³⁾	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
				Nombre de placements	Valeur (M\$)	Nombre de placements	Valeur (M\$)
FIER-Régions	30	255,0	255,0	392	235,6	392	235,5
Fonds-Soutien	16	48,0	48,0	177	31,2	175	31,2

AU 31 MARS 2018					
	Nombre de fonds constitués	Capitalisation totale (M\$) ⁽²⁾	Montant total décaissé (M\$) ⁽³⁾	Participation de la Société	
				(M\$)	(%)
FIER Partenaires, s.e.c.	15	180,0	169,0	90,0	50,0

(1) Sommes investies dans des entreprises par les fonds FIER, depuis leur création. Les données sont recueillies au moyen d'une enquête semestrielle (30 juin et 31 décembre), qui est intégrée au processus de reddition de comptes.

(2) Ce montant représente l'apport de capital d'IQ FIER inc., filiale à part entière d'Investissement Québec, qui s'élève à 170 M\$ dans les FIER-Régions, à 32 M\$ dans les Fonds-Soutien et à 90 M\$ dans FIER Partenaires, s.e.c., ainsi que l'apport des autres investisseurs. Le montant de 90 M\$ dans FIER Partenaires, s.e.c. représente un montant autorisé.

(3) Ce montant correspond aux sommes versées dans les FIER-Régions et les Fonds-Soutien par IQ FIER inc. et par les autres investisseurs.

Créer de la richesse au Québec

Retombées économiques

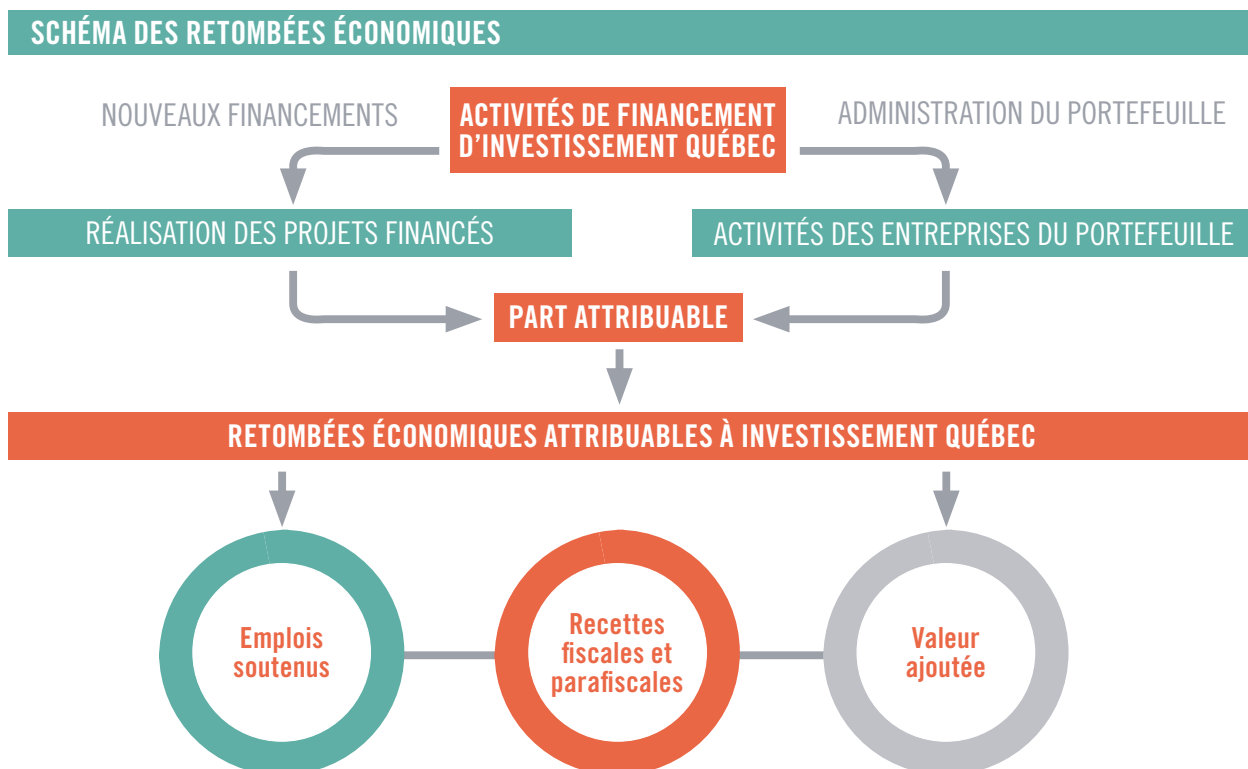
Chaque année, Investissement Québec demande à l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) d'évaluer les retombées économiques des projets qu'elle a financés et des activités des entreprises de son portefeuille. Ces retombées sont estimées au moyen de simulations effectuées avec le modèle intersectoriel du Québec, à partir de données fournies par la Société. Elles se traduisent par des emplois soutenus, par des recettes fiscales et parafiscales perçues par le gouvernement du Québec et par la création de valeur ajoutée.

La Société ne s'attribue pas la totalité des retombées économiques engendrées par sa clientèle puisque, étant donné la nature de ses activités, elle complète leur financement. Pour cette raison, une méthode d'évaluation de la portion attribuable est utilisée afin de refléter l'incidence de la contribution de la Société aux projets d'investissements qu'elle appuie ainsi que celle des activités des entreprises avec lesquelles elle entretient des liens d'affaires.

En réponse aux recommandations du Vérificateur général du Québec, la Société a revu sa méthode d'attribution des retombées économiques. Un balisage visant à comparer ses façons de faire avec celles d'autres organisations a été effectué. La méthode de calcul des retombées attribuables a été ajustée en conséquence.

La part des retombées économiques attribuable à la Société est dorénavant établie au prorata de son financement. De plus, elle est maintenant appliquée directement sur les intrants servant aux simulations économiques plutôt que sur les résultats. Cette façon de faire permet d'appliquer une part attribuable spécifique à chacune des interventions plutôt qu'une part globale sur le total de celles-ci.

En raison des particularités du programme des immigrants investisseurs et en réponse aux recommandations du Vérificateur général du Québec, les retombées de celui-ci sont maintenant présentées distinctement sans égard à la méthode d'attribution des retombées économiques. Dorénavant, la Société ne s'attribue pas de retombées économiques à l'égard des résultats de ce programme.



Retombées économiques globales des activités de financement des fonds propres d'Investissement Québec

Les projets financés par Investissement Québec produisent différents types de retombées économiques sur des horizons variables. Ceux qui occasionnent des dépenses en capital productif, notamment auprès de fournisseurs locaux, ont des retombées immédiates, c'est-à-dire au moment où l'entreprise effectue ses dépenses (achat d'équipement, construction de bâtiments, etc.). La Société soutient également la croissance des activités des entreprises. Dans ce cas, l'apport de capital supplémentaire leur permet d'augmenter leurs dépenses courantes (fonds de roulement, dépenses de commercialisation, recherche et développement, etc.).

Enfin, l'appui à des projets stratégiques, comme le soutien à la relève entrepreneuriale, le maintien de la propriété québécoise ou encore l'acquisition d'une entreprise, n'entraîne pas nécessairement de dépenses tangibles. L'appui financier d'Investissement Québec contribue plutôt à la croissance à moyen et à long terme des entreprises, ce qui entraîne ultimement une hausse des retombées économiques au Québec. En 2017-2018, la Société a d'ailleurs soutenu des projets totalisant 28,9 millions de dollars pour favoriser le maintien de la propriété québécoise, de 95,8 millions de dollars pour l'acquisition d'entreprises stratégiques et de 161,4 millions de dollars pour soutenir la relève entrepreneuriale.

Retombées attribuables liées à la réalisation des projets financés

Le modèle intersectoriel de l'ISQ permet de calculer, en années-personnes, la charge de travail nécessaire pour réaliser différents projets, d'évaluer la richesse que ces derniers créeront et d'en prévoir les retombées fiscales et parafiscales pour le gouvernement du Québec. Aux fins du calcul, la valeur des projets est ventilée par type de dépenses afin de distinguer les investissements productifs (frais de construction, coûts d'équipement et de machinerie, honoraires professionnels, fonds de roulement, etc.). Ces dépenses, d'une valeur de 2,1 milliards de dollars¹⁵, influenceront sur la demande dans plusieurs secteurs d'activité. De ce montant, nous estimons à 452,6 millions de dollars les dépenses attribuables au financement d'Investissement Québec. Cette part attribuable est évaluée au prorata de son financement sur la valeur totale des projets soutenus.

La réalisation de la portion des projets financés par la Société nécessitera 2 838 emplois années-personnes, créera une valeur ajoutée de 265,6 millions de dollars et procurera au gouvernement du Québec des recettes fiscales et parafiscales de 44,0 millions de dollars.

Retombées attribuables liées aux activités des entreprises du portefeuille

Le soutien d'Investissement Québec a également des effets à plus long terme sur les activités des entreprises. Pour l'exercice 2017-2018, les ventes générées par les entreprises du portefeuille de la Société s'élèvent à 36,6 milliards de dollars¹⁶. Les ventes attribuables au financement d'Investissement Québec sont estimées à 2,6 milliards de dollars. Cette part attribuable du portefeuille est évaluée en fonction du solde des interventions financières d'Investissement Québec par rapport au financement global des entreprises de son portefeuille à la date des états financiers utilisés.

Cette activité économique attribuable au financement de la Société représente 25 273 emplois années-personnes chez les entreprises clientes et leurs fournisseurs. Il en résultera des recettes fiscales et parafiscales de 250,7 millions de dollars pour le gouvernement du Québec et une valeur ajoutée de 2,0 milliards de dollars dans l'économie québécoise.

15 La différence entre ce montant et la valeur totale des projets soutenus par la Société (5,4 G\$) tient principalement de dépenses pour l'acquisition d'actions, le refinancement de dettes, l'achat de terrains et de frais afférents à des bâtiments ou à de l'équipement existants.

16 L'évaluation des retombées économiques des entreprises clientes est basée sur les ventes des entreprises dont le dossier est encore actif et administré par la Société pendant l'exercice financier 2017-2018. N'ont été retenues que les entreprises dont les états financiers se terminant entre le 1^{er} juillet 2016 et le 30 juin 2017 étaient disponibles au moment de l'évaluation.

L'introduction de la nouvelle méthode de calcul engendre de grandes différences sur les résultats annuels obtenus. Pour fin de comparaison, les résultats de l'exercice 2016-2017 ont été ajustés, tandis que ceux des années antérieures ont été retirés du tableau puisqu'ils ne peuvent plus être comparés.

RETOMBÉES GLOBALES ATTRIBUABLES⁽¹⁾		
	2017-2018	2016-2017 ⁽²⁾
PROJETS FINANCÉS		
Emplois soutenus attribuables à la Société (en années-personnes)	2 838	1 752
Valeur ajoutée attribuable à la Société (M\$)	265,6	157,2
Recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec attribuables à la Société (M\$)	44,0	25,5
ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE		
Emplois soutenus attribuables à la Société (en années-personnes)	25 273	16 489
Valeur ajoutée attribuable à la Société (M\$)	1 980,1	1 500,7
Recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec attribuables à la Société (M\$)	250,7	220,0
RETOMBÉES GLOBALES ATTRIBUABLES À INVESTISSEMENT QUÉBEC		
Emplois soutenus attribuables à la Société (en années-personnes)	28 111	18 241
Valeur ajoutée attribuable à la Société (M\$)	2 245,7	1 657,9
Recettes fiscales et parafiscales du gouvernement du Québec attribuables à la Société (M\$)	294,7	245,5

Source : © Gouvernement du Québec, ISQ, résultats calculés à partir du logiciel du modèle intersectoriel du Québec.

(1) Ces résultats incluent les retombées économiques des activités de Ressources Québec inc.

(2) Les données pour l'exercice 2016-2017 ont été ajustées selon la nouvelle méthode de calcul de la part attribuable.

Les retombées attribuables aux activités de financement des fonds propres d'Investissement Québec comprennent les activités de Ressources Québec inc. Toutefois, elles ne tiennent pas compte du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises et des activités qu'elle réalise à titre de mandataire du gouvernement dans le cadre de l'administration du FDE et du fonds CMH.

Retombées du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises

La réalisation des projets financés par le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises, d'une valeur de 749,7 millions de dollars, génère d'importantes retombées pour l'économie québécoise puisque ce programme vise principalement le financement d'immobilisations, c'est-à-dire des investissements productifs. La concrétisation des projets nécessitera 4 752 emplois années-personnes, créera une valeur ajoutée de 399,6 millions de dollars et procurera au gouvernement du Québec des recettes fiscales et parafiscales de 62,0 millions de dollars.

Le programme a également des effets à plus long terme sur les activités des entreprises. Pour l'exercice 2017-2018, les ventes générées par les entreprises du portefeuille de la Société ayant bénéficié du programme s'élèvent à 11,4 milliards de dollars et se traduisent en 90 559 emplois années-personnes pour les entreprises clientes et leurs fournisseurs. Il en résultera une valeur ajoutée de 7,5 milliards de dollars et des recettes fiscales et parafiscales de 942,4 millions de dollars pour le gouvernement du Québec.

Le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises vise à favoriser le développement économique du Québec en permettant l'octroi d'une aide financière aux entreprises qui réalisent un projet d'investissement, d'innovation technologique, d'innovation en design ou de développement de marché. Les revenus générés par les placements des immigrants investisseurs permettent à la Société d'appuyer les projets des entreprises, sous forme de contribution non remboursable, sans recourir aux crédits gouvernementaux. Dans ce contexte et suivant les recommandations du Vérificateur général du Québec, la Société ne s'accorde dorénavant aucune retombée économique attribuable à ces projets.



Administrer les mandats et les programmes gouvernementaux

La Société administre, pour le compte du gouvernement du Québec, tout programme d'aide financière que ce dernier peut élaborer, conformément à sa loi constitutive. En outre, lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, elle accorde et administre l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation d'un projet qui représente un intérêt économique important pour le Québec. À titre d'activité assimilée aux mandats confiés par le gouvernement, la Société administre des paramètres sectoriels prévus à l'annexe A de la Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales. Elle assure également la conduite de la prospection d'investissements étrangers et réalise des interventions stratégiques.

La Société est responsable envers le gouvernement de l'administration de ces programmes et de l'exécution des mandats que lui donne ce dernier. Le cas échéant, elle est tenue de se conformer aux directives du ministre responsable. Elle lui donne son avis sur toute question que celui-ci lui soumet relativement à l'investissement, au développement ou au financement des entreprises.

Enfin, il incombe à Investissement Québec de tenir la comptabilité et de préparer les états financiers consolidés du FDE et du fonds CMH pour le compte du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI).

Gouvernance des activités mandataires

Afin de bien distinguer les activités qu'elle mène à titre de mandataire du gouvernement et ses activités propres, la structure interne d'Investissement Québec repose sur deux vice-présidences principales qui séparent ces fonctions.

Un protocole de fonctionnement avec la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, signé le 16 décembre 2016, encadre ces fonctions. Ce protocole établit les règles et modalités régissant le mode de fonctionnement et les communications entre les différents intervenants de la Société et du MESI, selon les types d'activités visés.

Fonds du développement économique

Le FDE est institué au sein du MESI. Le fonds est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par la Société dans l'exécution des mandats que le gouvernement lui confie. Le gouvernement est responsable des programmes d'aide financière dont l'administration est confiée à Investissement Québec, de l'aide financière accordée par la Société dans l'exécution des autres mandats qu'il attribue à la Société ainsi que des revenus et des pertes du FDE. Le gouvernement fixe la rémunération qui doit être versée à la Société pour l'administration des programmes et l'exécution des mandats.

Lorsqu'elle administre un dossier pour le compte du FDE, la Société effectue l'analyse financière, prépare les contrats et réalise les étapes nécessaires au déboursement des aides octroyées, à la facturation et à l'encaissement des sommes dues selon les modalités des contrats. La Société fait également le suivi des dossiers afin d'en évaluer le risque et elle assure, s'il y a lieu, le redressement des entreprises dont la situation est précaire et procède à la réalisation des actifs.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, le financement provenant du FDE s'élève à 891,1 millions de dollars.

Activités de financement

Au cours de l'exercice, Investissement Québec a effectué 432 interventions financières pour le compte du FDE, dans le cadre du programme ESSOR, du Programme d'appui au développement des attraits touristiques, du Programme favorisant la capitalisation des entreprises de l'économie sociale, du programme Créativité Québec, du programme BioMed Propulsion, du programme relatif à Capital Logistique Québec, du Fonds de diversification économique pour les régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie, du Fonds de diversification économique pour le territoire de la MRC des Sources, de la mesure visant à développer la propriété intellectuelle québécoise dans le secteur du jeu vidéo, du Fonds d'aide à l'économie de Lac-Mégantic et du Fonds de diversification de l'industrie forestière de PF Résolu Canada inc.¹⁷, de même qu'en vertu de mandats gouvernementaux. Ces interventions, d'une valeur de 828,6 millions de dollars, permettront la réalisation de projets d'une valeur de 3,8 milliards de dollars ainsi que la création ou la sauvegarde de 9 396 emplois¹⁸.

Fonds d'investissement

Investissement Québec agit à titre de mandataire pour la mise sur pied et la gestion de fonds d'investissement dans lesquels le gouvernement du Québec investit par l'entremise du FDE. Au cours de l'exercice, elle a participé à la mise sur pied de trois nouveaux fonds, soit Ecofuel I, la Société en commandite RVOMTL17 et le Fonds Amorchem II, ainsi qu'à la recapitalisation du Fonds InnovExport. L'engagement total du gouvernement dans ces fonds s'élève à 62,5 millions de dollars.

Fonds Capital Mines Hydrocarbures

Le fonds CMH a pour objet de faire fructifier et d'accroître les investissements en participations dans des entreprises qui exploitent des substances minérales provenant du sous-sol québécois ou qui en font la transformation au Québec. Dans ce dernier cas, les substances minérales doivent avoir été exploitées par une entreprise affiliée.

Investissement Québec a pour mandat de proposer et d'analyser les projets, de faire les investissements projetés et d'en assurer la gestion. Chaque projet d'investissement est soumis à l'approbation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministre des Finances et de tout autre ministre que le gouvernement peut désigner. La responsabilité du fonds CMH incombe au ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

Activités de financement

Cette année, neuf interventions financières d'une valeur de 66,2 millions de dollars ont été accordées dans le cadre du fonds CMH, pour soutenir des projets d'une valeur de 517,2 millions de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de 709 emplois¹⁸.

Mesures fiscales

Investissement Québec administre diverses mesures fiscales dont les principaux objectifs sont de favoriser les entreprises du secteur des technologies de l'information et de l'innovation technologique ainsi que de contribuer à la création d'emplois et au développement économique de l'ensemble des régions du Québec. Son rôle consiste à analyser les demandes d'admissibilité des entreprises et à produire des attestations ou des certificats qui répondent aux critères des différentes mesures.

Au cours de l'exercice, elle a délivré 261 certificats initiaux et 1 815 attestations annuelles. Les certificats initiaux sont délivrés une seule fois aux entreprises et confirment notamment que celles-ci exercent des activités dans le secteur visé par la mesure fiscale ou que le contrat d'intégration des technologies de l'information (TI) est admissible dans le cas spécifique de la mesure relative à l'intégration des TI dans les PME. Les attestations annuelles confirment, pour une année d'imposition donnée, le respect des critères d'admissibilité gérés par Investissement Québec. Ces attestations permettent aux entreprises d'obtenir un crédit d'impôt de Revenu Québec.

17 Ce fonds, constitué au profit des municipalités et des travailleurs touchés par la fermeture des usines de PF Résolu Canada inc., est financé à part entière par PF Résolu Canada inc., qui, à terme, y aura versé 10 M\$.

18 Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.

Prospection d'investissements étrangers

Investissement Québec exerce ses activités de prospection auprès de deux groupes cibles : les filiales de sociétés internationales déjà établies au Québec ainsi que leurs sociétés mères, et les sociétés étrangères n'ayant pas encore de présence au Québec. C'est en facilitant les démarches de ces acteurs économiques étrangers et en agissant comme accélérateur pour leur prise de décision que la Société joue son rôle, qui est d'attirer de nouveaux investissements étrangers au Québec.

Outre la valeur créée pour les investisseurs étrangers, les actions menées par la Société favorisent des retombées multiples pour le Québec : transfert de connaissances et de savoir-faire, rétention de compétences, innovation, création d'emplois, couverture de nombreuses régions du Québec, accroissement de revenus fiscaux et parafiscaux pour le gouvernement.

La Société accompagne les filiales internationales pour qu'elles s'ancrent au Québec, qu'elles y prennent de l'expansion et assure leur pérennité. Pour ce qui est des sociétés étrangères qui ne sont pas encore établies au Québec, ses activités de prospection s'appuient sur le ciblage, la promotion et le démarchage et sont menées par les équipes en poste au Québec et dans ses 12 bureaux à l'étranger.

Investissement Québec établit et maintient des relations avec les organismes québécois de développement économique régional. Lors de rencontres ponctuelles, la Société présente ses priorités en matière de démarchage et se tient au fait des atouts des régions pour les investisseurs potentiels. Cette collaboration donne lieu à des activités conjointes de démarchage auprès d'investisseurs étrangers.

Les priorités en matière de prospection sont établies annuellement en fonction des forces sectorielles du Québec et du potentiel que représente chaque territoire. Le tableau ci-dessous indique quels étaient les secteurs clés par territoire prospecté en 2017-2018; d'autres secteurs, qui ne figurent pas dans ce tableau, ont également été prospectés.

SECTEURS CLÉS PAR TERRITOIRE PROSPECTÉ, 2017-2018

	AMÉRIQUE DU NORD					EUROPE				ASIE			
	NORD	SUD	OUEST	CENTRE	EST	PAYS GERMANO- PHONES	FRANCE, ESPAGNE, BENELUX, ITALIE	ROYAUME- UNI	PAYS NORDIQUES	CHINE	INDE	JAPON	CORÉE DU SUD
Agroalimentaire													
Chimie													
Microélectronique													
Mines et métaux													
Sciences de la vie													
Technologies de l'information													
Transport terrestre et aérospatiale													

Légende : Les zones colorées représentent les secteurs clés désignés pour chaque territoire.

Activités de démarchage

La Société établit des contacts avec des entreprises afin de les encourager à réaliser leurs projets d'investissements au Québec. Au cours de l'exercice, elle a ainsi pu rencontrer les dirigeants de 510 filiales partout en région. De plus, elle a coordonné des rencontres avec des représentants de 95 sièges sociaux d'entreprises étrangères présentes au Québec.

Elle a aussi rencontré plus de 700 sociétés étrangères, ciblées ou recommandées pour leur intérêt potentiel à l'égard de l'offre du Québec. Les activités de démarchage ont également conduit à l'accueil de près de 200 entreprises au Québec et à la production de plus de 150 propositions d'intérêt destinées à des investisseurs étrangers.

Résultats globaux

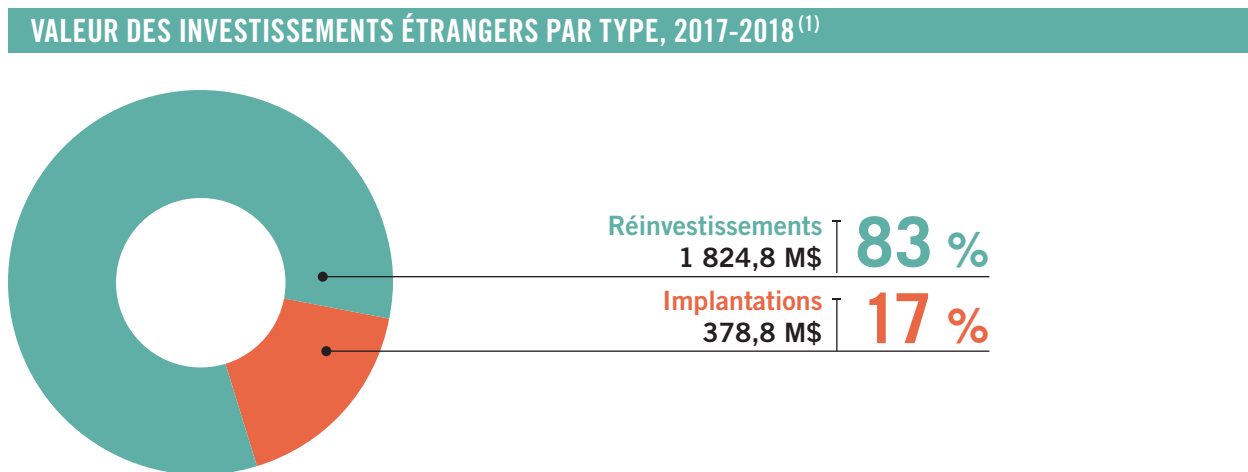
Les activités de prospection menées cette année et au cours des années précédentes ont contribué à concrétiser, en 2017-2018, 70 projets de sociétés étrangères d'une valeur de 2,2 milliards de dollars, ce qui est supérieur à la cible fixée. Ces projets devraient créer ou sauvegarder 4 162 emplois, selon la planification des entreprises.

RÉSULTATS GLOBAUX DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ⁽¹⁾			
	2017-2018	2016-2017	2015-2016
Nombre de projets	70	65	78
Valeur déclarée des projets ⁽²⁾			
Immobilisations	1 604,3 M\$	1 000,7 M\$	866,0 M\$
Nouvelle masse salariale liée au développement et à l'innovation ⁽³⁾	599,3 M\$	505,2 M\$	391,3 M\$
TOTAL	2 203,6 M\$	1 505,9 M\$	1 257,3 M\$
Nombre d'emplois créés ou sauvegardés ⁽²⁾	4 162	4 090	4 972

- (1) Pour éviter un double comptage, les données sur les emplois et les projets ne peuvent être additionnées aux résultats des activités de financement.
- (2) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets et la création des emplois s'étalent sur une période maximale de trois ans. Un emploi sauvegardé correspond à un poste occupé à temps plein qui serait menacé de disparaître sans la réalisation du projet de l'entreprise dans un délai de deux ans.
- (3) Nouvelle masse salariale bénéficiant de crédits d'impôt pour des activités de recherche et développement ou de développement informatique, sur une période maximale de trois ans.

Résultats par type

Au total, 42 filiales de sociétés étrangères déjà présentes au Québec prendront de l'expansion et 28 entreprises étrangères planteront de nouvelles activités au Québec, dont une réalisera une étude de faisabilité préliminaire à la construction d'une mine. La valeur des réinvestissements de filiales totalise à elle seule 1,8 milliard de dollars.

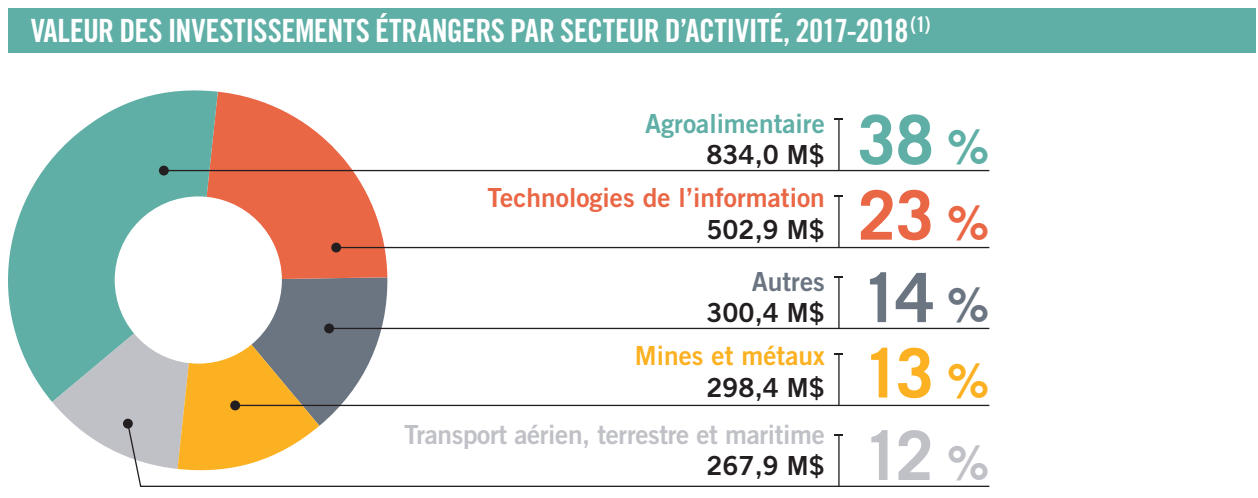


- (1) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets s'étale sur une période maximale de trois ans.

Des 42 projets de réinvestissement de filiales de sociétés étrangères qui se sont concrétisés en 2017-2018, 86 % étaient considérés comme étant en concurrence avec d'autres filiales du même groupe situées à l'extérieur du Québec. De même, 68 % des 28 projets de nouvelles implantations étaient en concurrence directe avec d'autres provinces, États ou pays.

Résultats par secteur d'activité

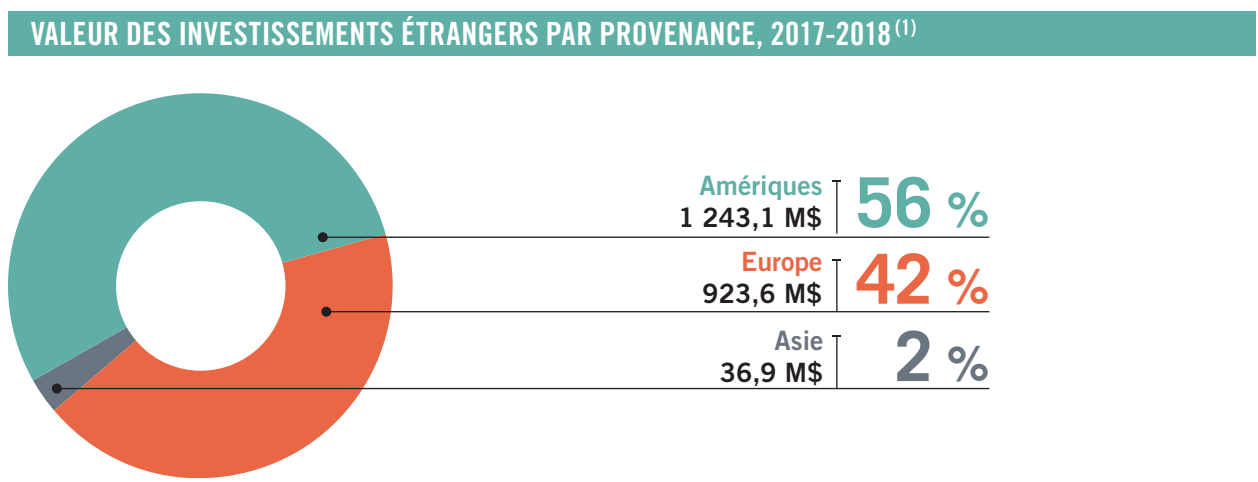
Plusieurs projets dans le secteur de l'agroalimentaire ont vu leur aboutissement en 2017-2018 avec des investissements de 834,0 millions de dollars. Pour sa part, le secteur des technologies de l'information a bénéficié d'investissements de 502,9 millions de dollars.



(1) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets s'étale sur une période maximale de trois ans.

Résultats par provenance

Les investissements annoncés en 2017-2018 proviennent principalement des Amériques, qui représentent 56 % de la valeur des investissements étrangers. Au total, des entreprises provenant de 16 pays ont investi au Québec, principalement des États-Unis et de la France, qui ont généré respectivement 33 % et 29 % du nombre de projets d'investissements ainsi que 46 % et 20 % de la valeur des investissements qui y sont liés.



(1) Selon la planification fournie par les entreprises. La réalisation des projets s'étale sur une période maximale de trois ans.